

**ARRÊTÉ COMPLEMENTAIRE  
relatif au système d'échange de gaz à effets de serre  
Société DS SMITH PAPER COULLONS**

**La Préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'honneur**

**VU** le règlement délégué (UE) 2019/331 de la commission du 19 décembre 2018 définissant des règles transitoires pour l'ensemble de l'Union concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émission à titre gratuit conformément à l'article 10 bis de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et notamment ses articles 6 et 8 et ses annexes VI et VII ;

**VU** le code de l'environnement, notamment la section 2 du chapitre IX du titre II du livre II relative aux quotas d'émission de gaz à effet de serre, et le titre I du livre V, en particulier ses articles L.181-14 et R.181-45 ;

**VU** le décret du 10 février 2021 nommant Mme Régine ENGSTRÖM préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 11 mars 2008 autorisant la société DS SMITH CHOUANARD à poursuivre et étendre les activités de son établissement situé à COULLONS ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 autorisant la société DS SMITH CHOUANARD à poursuivre l'exploitation de l'usine de La Fosse à COULLONS, complété le 7 septembre 2021 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**VU** le Plan Méthodologique de Surveillance (version 3) déposé par l'exploitant sur le site internet « Démarches-Simplifiées » le 10 décembre 2021 ; ;

**VU** la transmission de l'inspection des installations classées à la préfète du Loiret par bordereau du 28 janvier 2022 ;

**VU** la notification à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral ;

**VU** l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur le projet d'arrêté susvisé dans les 15 jours suivant sa notification ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant s'est engagé dans la version 3 de son Plan Méthodologique de Surveillance à mettre en place des compteurs gaz sous métrologie légale pour l'apport de combustible gaz au niveau des installations consommant du gaz naturel ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en place de ces compteurs permet d'atteindre la source de donnée 4.4.b réputée la plus exacte pour le suivi du combustible au titre de l'annexe VII du règlement délégué (UE) 2019/331 de la commission du 19 décembre 2018 définissant des règles transitoires pour l'ensemble de l'Union concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émission à titre gratuit conformément à l'article 10 bis de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

La société DS SMITH PAPER COULLONS dont le siège social est situé Usine de la Fosse à COULLONS est soumise aux dispositions du présent arrêté pour ses installations sises sur le territoire de la commune de COULLONS, Usine de la Fosse.

## Article 2

À compter du 31 août 2022, un compteur de combustible (gaz) soumis à métrologie légale est installé sur le four de la ligne de production 1 afin d'atteindre une source de donnée 4.4.b pour le suivi de la consommation de combustible.

Cette source de donnée 4.4.b est celle définie en annexe VII du règlement délégué (UE) 2019/331 de la commission du 19 décembre 2018 définissant des règles transitoires pour l'ensemble de l'Union concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émission à titre gratuit conformément à l'article 10 bis de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil.

## Article 3

Faute par l'exploitant de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## Article 4

Pour l'information des tiers cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimum de quatre mois.

## Article 5

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le

- 3 MARS 2022

La Préfète  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Benoît LEMAIRE

### Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif d'Orléans - 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1.

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Loiret dans les conditions prévues à l'article R.181-45 de ce même code.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.